

Sapir et code du travail : pour éviter la baisse des salaires il faut sortir de l'Euro.

écrit par Alain de Catalogne | 10 mars 2016



La loi « El-Khomri », l'Euro et la régression sociale

PAR JACQUES SAPIR • 6 MARS 2016

Le samedi 5 mars, la pétition impulsée par un collectif autour de Caroline de Hass contre la « Loi Travail » a dépassé le million de signatures. Le fait est important. Il prouve l'ampleur du mécontentement contre la politique du gouvernement. Cette loi soulève tellement de problèmes, comme l'ont expliqué dans le cadre de mon émission sur Radio-Sputnik deux avocats (M. Van der Vlist, proche des « frondeurs » du P « S » et membre du collectif à l'initiative de la pétition et Damien Lempereur, responsable national de Debout la France), que seul un retrait est susceptible de calmer ce mécontentement.

Ce dernier, d'ailleurs, s'exprimera le 9 mars dans la rue et dans les divers mouvements sociaux impulsés par les syndicats. Tant que le gouvernement persistera à maintenir cette loi, même en l'habillant de diverses manières, même en en changeant le nom, la mobilisation ne doit pas faiblir et ne faiblira pas. Non que le code du travail ne soit à moderniser. La logique de « l'ubérisation » des pratiques sociales impose une refonte. Mais, cette dernière ne peut se faire en renonçant aux principes fondateurs du Droit du Travail. Or, c'est très exactement ce que le gouvernement, et

notre Président, M. François Hollande, sont en train de détruire.

Une loi et la logique économique

Mais cette loi, qui fait l'unité contre elle de toutes les personnes honnêtes, de tous ceux qui ont le bonheur des Français et le salut de la France en tête, et le mouvement va bien au-delà des cercles de gauche et syndicaux habituels, révèle un problème bien plus profond. C'est en fait un cas d'école, bien connu des économistes et des étudiants en économie, tant en France que dans le reste du monde. Si votre pays fait partie d'une zone commerciale intégrée (avec des accords de libre échange) les ajustements aux chocs de concurrence et aux chocs exogènes ne peuvent se faire QUE par la monnaie (en dépréciant le taux de change) ou QUE par les salaires et globalement le marché du travail.

Du moment que vous vous privez de la possibilité de faire jouer l'ajustement par le taux de change de votre monnaie vous n'avez pas le choix et vous devez faire baisser les salaires.

C'est très exactement ce que dit Rudiger Dornbush, un économiste parfaitement « standard » et nullement un de ces « gauchistes » d'hétérodoxes dont je suis fier de faire partie[1]. C'est aussi ce que l'on a constaté lors de l'unification de l'Allemagne, quand l'ex-Allemagne de l'Ouest et l'ex-Allemagne de l'Est ont été unies par une même monnaie[2]. L'ajustement s'est réalisé et par une forte montée du chômage et par une baisse des salaires (calculés en « Mark de l'Ouest »).

Aussi ne faut-il pas s'étonner si une loi comme la « Loi Travail » est proposée aujourd'hui. Elle est le résultat logique de l'existence de l'Euro qui empêche notre pays d'ajuster son taux de change.

Et ceci doit être dit et redit, et en particulier à tous les militants de gauche qui tempêtent contre la loi (et ils ont raison) mais qui se refusent de poser le problème de la monnaie unique. Il faut leur dire qu'en l'absence de flux de transferts dont l'importance exclut la possibilité, **la seule solution pour éviter le démantèlement du code du travail, la baisse des salaires et des prestations sociales, est une sortie de l'Euro.**

De la cohérence en politique

Mais, ceci met en lumière la myopie d'une partie de ces militants. Ou, plus exactement, leur attitude ne fait que vérifier ce que Bossuet écrivait il y a de cela quelques siècles déjà : « Mais Dieu se rit des prières qu'on lui fait pour détourner les malheurs publics, quand on ne s'oppose pas à ce qui se fait pour les attirer. Que dis-je? Quand on l'approuve et qu'on y souscrit, quoique ce soit avec répugnance »[3].

L'incohérence est en politique le pire des maux. Certains l'ont compris, qui louent au contraire cette loi et défendent la participation de la France à la zone Euro. On sait le camp qu'ils ont choisi. D'autres, au contraire, ont tiré toutes les conséquences de ce dilemme, et en concluent que la France ne pourra pas rester dans l'Euro si l'on veut refuser cette loi rétrograde et cette destruction des droits sociaux que notre Constitution, pourtant, reconnaît. Le problème sera donc posé à ceux qui refusent cette loi mais qui ne vont pas au bout de la logique et continuent de vouloir l'Euro. Car, cette position là est parfaitement incohérente. C'est celle de personnes responsables, et que l'on peut trouver estimables, comme Gérard Filoche du P « S ».

Entre le refus de la loi dite « El-Khomri », mais qui est en réalité une loi « Valls », et l'acceptation de l'Euro, il faut choisir. Mais, si l'on accepte l'Euro, alors la loi « El-Khomri » devient une issue inéluctable, et avec elle l'ensemble des régressions sociales.